

The ULN Law Review is the market place for news, information and updates believed relevant and of interest for the practice and businesses of the united-legal.network.eeig, their clients and business partners. ULN Law Review is distributed free of charge, and further information about us and any of the articles and information published may be obtained from either the uln secretary in Cologne, Germany or directly from the author. Even though the information contained in this ULN Law Review has been compiled carefully, no warranty is made as to the correctness and accuracy thereof, and nothing contained herein shall constitute any form of legal advice.

Content:

“Bloquez les comptes bancaires de vos débiteurs en Europe !”

Marion Lingot, Lyon, France

Brexit and the UK financial services industry

James Gordon, London, UK

Eigenhaftung und Organisationsverantwortung des Geschäftsführers von Kapitalgesellschaften – Teil II

Nicolas Meyer, Köln, Germany

« Bloquez les comptes bancaires de vos débiteurs en Europe ! »

Depuis le 18.1.2017 un créancier domicilié dans un État membre de l'Union européenne peut saisir directement et « par surprise » les comptes bancaires de ses débiteurs détenus dans d'autres États membres.

L'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, conçue le 15.5.2014 par le parlement européen et le conseil de l'union européenne, a désormais vu le jour. Le Règlement (UE) Nr. 655/2014 qui en pose le principe et celui d'exécution (UE) Nr. 2016/1832 de la Commission, qui en précise le mécanisme, sont désormais directement applicables dans les États membres, à l'exception du Royaume Uni et du Danemark.

L'idée qui a présidé à l'adoption de ce Règlement est de permettre à un créancier d'agir rapidement contre son débiteur, si le recouvrement de sa créance est mis en péril par le transfert ou le retrait de fonds détenus par ledit débiteur sur ses comptes bancaires situés dans un ou d'autres États membres. À cet égard, il doit s'agir d'une saisie pratiquée dans un environnement transfrontalier, les comptes bancaires visés devant être situés dans un État membre autre que celui du domicile du créancier.

Aussi ce nouvel instrument juridique prévoit la possibilité d'obtenir en un temps record (10 jours seulement) d'un magistrat une ordonnance aux fins de saisie conservatoire de comptes bancaires détenus dans un autre État membre, ladite Ordonnance étant exécutoire de plein droit dans l'État d'exécution de la saisie bancaire. « *Toutes les autorités participant à l'exécution de l'ordonnance agissent alors sans tarder* » (art. 23 § 2 du Règlement), la banque à laquelle est adressée l'ordonnance procédant immédiatement au blocage du compte bancaire visé.

Pour garantir l'efficacité de cette mesure, la procédure d'obtention de l'ordonnance n'est pas contradictoire. Le débiteur est donc tenu dans l'ignorance de cette procédure de saisie, dont les effets peuvent être d'autant plus

imprévus que le créancier n'a pas forcément besoin d'un titre pour la diligenter. Le simple principe d'une créance, susceptible d'être irrécouvrable, suffit à rendre recevable la demande du créancier saisissant, à la condition pour ce dernier de convaincre la juridiction du risque de non recouvrement de sa créance.

Toutefois et afin de s'assurer du sérieux de la demande du créancier n'ayant pas déjà un titre qui fonde sa créance, le Règlement impose au créancier saisissant qu'il engage dans un délai de 14 jours suivant le prononcé de l'Ordonnance (ou 30 jours à compter de la date d'introduction de la demande d'ordonnance de saisie) une procédure aux fins d'en obtenir un, qu'il s'agisse d'une ordonnance de référé de droit français ou d'un jugement sur le fond.

C'est seulement 3 jours après que la saisie bancaire aura été réalisée que le débiteur, « *pris par surprise* », sera informé de ce qui s'était tramé.

Il pourra alors tenter des recours contre la juridiction de l'État d'origine (celle qui a ordonné l'ordonnance de saisie) ou contre celle de l'État d'exécution (celle dans le ressort de laquelle la banque a gelé le compte). Toutefois, sa situation sera des plus inconfortables. Il devra engager une procédure judiciaire en demande de libération des fonds bloqués par son créancier.

Cette procédure européenne de saisie des comptes bancaires est donc redoutable d'efficacité.

Elle l'est d'autant plus qu'elle prévoit la possibilité pour le créancier, qui ignore les comptes bancaires détenus par son débiteur, mais « *a des raisons de croire que le débiteur détient un ou plusieurs comptes auprès d'une banque d'un État membre déterminé* » de demander à la juridiction saisie d'interroger l'État membre visé pour obtenir des informations permettant d'identifier la ou les banques, et le ou les comptes du débiteur. Pour la France, cela revient à rendre le fichier français FICOBA, outil de recherche des huissiers, disponible et consultable par toutes

les juridictions des États membres, qui seraient saisies de pareils recours contre des débiteurs ayant des comptes bancaires en France. Bien entendu, cette collecte d'informations a lieu « *dans le dos* » du débiteur, qui ne sera informé que 30 jours plus tard des informations que sa banque aura communiquées à la juridiction saisie par son créancier. Il lui sera alors impossible d'échapper à la saisie qui sera imminente, à moins qu'elle n'ait déjà été réalisée.

Cette demande d'informations n'est toutefois ouverte qu'au créancier muni d'un titre qu'il soit exécutoire ou pas.

Ce Règlement promet d'être très efficace. Il est applicable aux créances pécuniaires en matière civile et commerciale dans les litiges transfrontières. Sont par contre exclues les obligations alimentaires résultant d'un décès, celles relevant des régimes matrimoniaux (mais pas celles relevant du Règlement (CE) Nr.4/2009), celles faisant l'objet d'une procédure collective, celles de la sécurité sociale et celles résultant du contentieux de l'arbitrage.

L'essentiel des créances nées du droit commercial pourra donc en bénéficier, faisant redouter des bras de fer musclés entre créanciers et débiteurs, car les débiteurs ne sont pas à l'abri des éventuelles saisies opérées abusivement par leurs créanciers. Ces derniers s'exposent toutefois à réparer le préjudice subi en cas d'abus.

Le règlement a prévu de juguler ce risque en autorisant le juge qui ordonne la saisie de requérir du créancier un dépôt de garantie, pour le cas où la saisie se révélerait être abusive et pénaliserait les intérêts du débiteur. Cette mesure n'est toutefois pas de nature à rééquilibrer les droits d'un débiteur, qui aurait été injustement privé de l'accès à ses comptes bancaires et donc empêché dans l'exercice de son activité.

Freeze the bank accounts of your debtor abroad

Since 18 January 2017 a creditor domiciled in a member State can freeze the bank accounts of his debtor, which are situated in other member States. This new procedure consisting in obtaining a European Account Preservation Order to facilitate cross-border debt recovery in civil and commercial matters has been established by the Regulation (EU) Nr. 655/2014 and the Commission Implementing Regulation (EU) 2016/1823 establishing the related forms.

This Regulation promises to be very effective to preserve the recovery of pecuniary claims in civil and commercial matters.

The procedure is deemed to be both expedient (10 days to obtain the Order) and efficient (possibility for the creditor to obtain from the Court the addresses of the banks, the bank account numbers of his debtor and all relevant account information required for the enforcement of the order).

It will literally take the debtor by surprise because the procedure to obtain a European Account Preservation Order is *ex parte*, i.e. the debtor is not a party to it and is unaware of it. He will be even more surprised since the Court having jurisdiction may under certain conditions issue a Preservation Order not necessarily based on a judgment requiring the debtor to pay the creditor's claim, but based only on the creditor's claim for payment.

Of course remedies are available to the debtor. But the effects of such order, once granted and performed, can seriously damage the debtor. Should the procedure be misused by the creditor, the latter will be liable for the damage caused to the debtor.

Marion Lingot, Avocat à la Cour, Paris

Brexit and the UK financial services industry

Scope of this note

This note considers at a high level the implications for the UK financial services industry of the UK's decision to leave the EU by March 2019.

A nod to Chou En Lai

A story, possibly true, is told of a question posed by US President Richard Nixon in the early 1970s to the then Chinese Premier, Chou En Lai. The wise leader, who had studied in Paris in the 1920s, was asked his view of the French Revolution of 1789. Was the French Revolution a good thing or a bad thing? Chou En-Lai replied "it is too early to say".

The same must be true of the discussions around all aspects of Brexit.

However, the financial services sector is by far the most important sector of the UK economy. As hard as UK will try to defend its status as the world leader in financial services, that hard should UK expect its European friends to seek to take that crown from UK as the latter leaves the EU.

UK government approach to Brexit and financial services

On 17 January 2017, Theresa May set out details of the UK government's approach to Brexit. The key points announced in the speech relating to the UK financial services industry were:

- The UK will not seek to be a member of the single market following its departure from the EU. This presumably means that UK financial institutions will lose passporting rights, subject to any bespoke deal agreed concerning access to financial markets.
- The UK will seek to agree a free trade agreement (FTA) with the EU. This agreement may "take in elements of current Single Market arrangements" in

certain areas, such as the freedom to provide financial services across national borders, where, in Mrs May's view, "it makes no sense to start again from scratch when Britain and the remaining Member States have adhered to the same rules for so many years".

- The UK will seek to agree a "phased process of implementation" after the conclusion of the two year process initiated by the triggering of Article 50. The aim of this process will be to allow businesses to plan and prepare for any new arrangements agreed between the UK and the EU. Mrs May suggested that this process might apply to, among other things, the future legal and regulatory framework for financial services. Although Mrs May did not use the term, this suggests that the UK hopes to put in place transitional arrangements to soften the immediate impact of its departure from the EU.

The government's white paper on the UK's exit from and new partnership with the EU, published in February 2017 provided little additional information. In the paper the government stated that:

- It was aiming for the "freest possible trade" in financial services between the UK and EU member states.
- It would seek to establish strong co-operative oversight arrangements with the EU, reflecting the interconnectedness of financial markets. The UK would continue to support and implement international financial standards.
- In its exit negotiations, it would discuss with the EU the UK's future status and arrangements with regard to EU agencies, including the European Supervisory Authorities (ESAs) (that is, ESMA, EIOPA and the EBA).
- It would seek to reach agreement on a "phased process of implementation" to

allow for the UK and the EU to prepare for the new arrangements that will apply following the UK's departure from the EU. The government suggested that the phased process might relate to the future legal and regulatory framework for business. If no deal is reached, the government plans to take steps intended to mitigate the impact on economic and other functions, including passing legislation if necessary.

EU institutions approach to Brexit and financial services

In April 2017, the European Parliament published a press release announcing that it has voted to adopt a resolution on negotiations with the UK following its notification that it intends to withdraw from the EU.

The resolution sets out the Parliament's key principles and conditions for its approval of the UK's withdrawal agreement. Any such agreement at the end of UK-EU negotiations will require the approval of the Parliament.

The Parliament:

- Warned that any bilateral arrangement between one or several remaining member states and the UK, in the areas of EU competence, which has not been agreed by the EU27, relating to issues included in the scope of the withdrawal agreement or impinging on the future relationship of the EU with the UK, would also be in contradiction with the Treaties. This would especially be the case for any bilateral agreement or regulatory or supervisory practice (or both) that would relate, for example, to any privileged access to the internal market for UK-based financial institutions at the expense of the EU's regulatory framework (Paragraph 9).
- Opposed any future agreement between the EU and the UK that contains piecemeal or sectoral provisions,

including in relation to financial services, providing UK-based undertakings with preferential access to the internal market or the customs union (or both) (Paragraph 25).

- Underlined that, after its withdrawal, the UK will fall under the third-country regime provided for in EU legislation (Paragraph 25).
- Called for agreement to be reached as quickly as possible on the relocation of the EBA (which is currently based in London) and for the process of relocation to begin as soon as practicable (Paragraph 29).

Implications of Brexit for financial services

The implications of Brexit for the financial services sector are potentially vast, given that much UK legislation and regulation implements, or is otherwise heavily influenced by, EU legislation. A key concern for UK financial institutions is the likely loss of “passporting” rights and the implications for their access to EU financial markets.

Passporting and equivalence

Passporting is the exercise of the right available to a firm authorised in one European Economic Area (EEA) member state to carry on certain activities covered by an EU single market directive in another EEA member state, on the basis of its home state authorisation. This means that a financial institution can conduct business in one or more other member states, whether on a cross-border “services” basis or through a branch, without incurring the expense and inconvenience of obtaining additional licences in those member states.

The announcement made by Theresa May in her speech of 17 January 2017 that the UK would not seek to be a member of the single market following Brexit means that UK financial institutions will lose their passporting rights, except to the extent that any aspect of the

regime is preserved in a bespoke agreement between the EU and the UK.

The impact of the loss of passporting rights will vary from sector to sector. Some EU financial services legislation provides a mechanism for financial institutions based outside the EEA (that is, in a “third country”) to provide services within the EEA, provided that the EU has deemed the regulatory requirements in the jurisdiction in which those institutions are based to be “equivalent”. This may provide a route for some UK financial institutions to carry on business in the EU following Brexit. However, certain key financial services legislative acts (such as CRD IV) are silent on the issue of equivalence, so for some sectors the concept of equivalence will not be of assistance. Also, there is no guarantee that the process for being deemed to be equivalent will be smooth, and politics may create obstacles or delays for firms seeking to rely on this approach.

Financial institutions based in the UK that operate across the EU in reliance on passport rights are currently considering their strategic response to Brexit. A UK-based financial institution that conducts relatively little business in the UK itself may choose to move its operations elsewhere in the EU to ensure that they continue to have access to passporting rights. Other financial institutions may prefer to remain in the UK and operate without a passport, in which case they will need to ensure they comply with applicable law and regulation in the EU member states in which they do business.

Relocating to EU member states

UK financial institutions may choose to relocate some or all of their activities to EU member states in order to retain the ability to access EU markets through passporting.

Brexit as an opportunity for domestic reform

In theory, the UK may choose to use the opportunity of Brexit to change its regulatory regime for financial services. If it takes this approach, the task of revising the UK regulatory regime will become more complex still.

In practice, there are compelling reasons to suggest that the UK may be unwilling to make major changes to its financial services regulatory regime, at least in the short term:

- The UK regime reflects international policy objectives that are supported by the UK government and regulators.
- The UK was heavily involved in negotiating the legislation at EU level and, in many cases, this resulted in existing UK standards being replicated across the rest of the EU.
- The potential need for UK regulation, at least for certain financial services sectors, to be sufficiently similar to EU regulation for the UK to be deemed to be equivalent by the European Commission for UK financial institutions to obtain market access (see Access to EU financial markets above).
- The UK wants to remain a world-leading, competitive financial services hub and consequently it is likely to want to be recognised as having “equivalent” regulatory standards to the EU and the rest of the world.

Withdrawal agreement

Article 50 of the Treaty on European Union (TEU) gives the UK two years to negotiate a withdrawal agreement with the EU.

To date, the UK government has provided little information on what, if any, financial services issues it intends to address in the withdrawal agreement, although in the Brexit white paper it stated that, as part of exit negotiations, it would discuss with the EU the UK’s future status and arrangements with regard to the ESAs.

In its submission for the autumn statement, published in November 2016, the British Bankers’ Association (BBA) called for a withdrawal agreement that covered the following areas:

- A clear negotiation framework with

established timelines where possible.

- The activation of existing third country regimes under EU legislation with effect from the date that the UK leaves the EU.
- The establishment of regulatory co-operation mechanisms, especially for prudential supervision.
- The mutual recognition of UK and EU data protection regimes as adequate for cross-border data transfer.

Agreement on future UK-EU relationship

The UK government intends to reach an agreement with the EU setting out the future relationship between the UK and the EU that will, among other things, contain measures relating to trade in financial services. In the Brexit white paper the government referred to this agreement as the “strategic partnership agreement”.

The government has not yet, to date, provided much information on what it would be seeking to obtain in this agreement, other than obtaining the “freest possible trade in financial services”. This section of the note provides a summary of the points that key stakeholders in the Brexit process, including industry, have called to be addressed in the agreement (sometimes referred to as the “bespoke agreement” on financial services).

Any agreement reached between the UK and the EU relating to financial services would need to satisfy the requirements of the exemption in the rules of World Trade Organization concerning free trade agreements, particularly Article V of the General Agreement on Trade in Services.

Transitional arrangements

Financial services industry bodies have called for an agreement to be reached with the EU on transitional arrangements that will apply following the UK’s exit from the EU. The UK government has been reluctant to use the phrase “transitional arrangements”, although it has indicated that it intends to reach

agreement on a “phased process of implementation” to allow for the UK and the EU to prepare for the new arrangements that will apply following the UK’s departure from the EU.

What will happen next?

In the writer’s view, until the dust has settled following the German elections and probably for months or even years thereafter, apart from a great deal of talking, very little will happen.

“It is far too early to say.”

James Gordon, London

Eigenhaftung und Organisationsverantwortung des Geschäftsführers von Kapitalgesellschaften

Teil II Haftung von Geschäftsführern und Vorständen im Rahmen von Straf- und Ordnungswidrigkeitenverfahren

Während in Teil I dieser Artikelreihe die Haftung des Geschäftsführers im Innenverhältnis zur Gesellschaft sowie gegenüber außenstehenden Dritten erörtert wurde (ULN Law Review Vol. 1/ 2017) konzentriert sich dieser Teil II auf die Haftung des Geschäftsführers (bzw. Vorstands), die sich aus der Verletzung von Strafvorschriften oder Pflichten handelt, die als

Ordnungswidrigkeiten geahndet werden. Die unmittelbare Verantwortlichkeit von Personen für begangene Straftaten, seien sie Geschäftsführer oder sonstige Mitarbeiter des Unternehmens, liegt auf der Hand. Dieser Artikel soll sich daher mit einer Kernvorschrift des Ordnungswidrigkeitenrechts beschäftigen, die die Haftung eines Geschäftsführers in den Mittelpunkt der Erörterung stellt.

So bestimmt § 130 OWiG, dass derjenige ordnungswidrig handelt, der als Inhaber eines Betriebes oder Unternehmens vorsätzlich oder

fahrlässig die Maßnahmen unterlässt, die erforderlich sind, um in dem Betrieb oder Unternehmen Zuwiderhandlungen gegen betriebsbezogene Pflichten zu verhindern, wenn eine solche Handlung begangen wird, die durch gehörige Aufsicht verhindert oder erschwert worden wäre. Zu den erforderlichen Aufsichtsmaßnahmen gehören auch die Bestellung und sorgfältige Überwachung von Aufsichtspersonen. Diese Ordnungswidrigkeit kann mit einer Geldbuße bis zu 1 Mio. EUR geahndet werden (§ 130 Abs. 3 OWiG).

Die Vorschrift spricht zwar nur von dem Inhaber eines Betriebs oder Unternehmens, doch sind damit alle vertretungsberechtigten Organe einer juristischen Person, vertretungsberechtigte Gesellschafter einer rechtsfähigen Personengesellschaft oder sonstige gesetzliche Vertreter gemeint, was sich aus § 9 OWiG ergibt.

Als Beispiel sollen hier die Bereiche der Export- und Importtätigkeit eines Unternehmens dienen, welche zum einen wesentlich durch das Außenwirtschaftsgesetz AWG sowie europarechtliche Verordnungen sowie zum anderen das Zollrecht bestimmt werden.

Haftung im Bereich der Exportkontrolle

Das AWG formuliert diverse Straftatbestände in den §§ 17, 18 und Bußgeldvorschriften in § 19, wobei in diesem Gesetz die Verzahnung sowohl mit dem Völkerrecht als auch dem Europarecht erfolgt. So formuliert § 17 Straftatbestände wegen des Verstoßes gegen internationale Sanktionen des UN-

Sicherheitsrats oder des Rates der Europäischen Union. In § 18 wird - sich teilweise mit § 17 überschneidend - z.B. mit Freiheitsstrafe von drei Monaten bis zu fünf Jahren derjenige bestraft, der einem im Amtsblatt der Europäischen Institutionen veröffentlichten Rechtsakt zuwiderhandelt, der der Durchführung von vom Rat der Europäischen Union im Bereich der gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik beschlossenen wirtschaftlichen Sanktionsmaßnahmen dient. Die

Bußgeldvorschriften des § 19 konzentrieren sich eher auf die ordnungsgemäße Abwicklung eines Ausfuhrverfahrens.

So müssen ausführende Unternehmen sich bei ihren Ausfuhr (sowie Transithandelsgeschäften u. ä.) neben ordnungsgemäßer Abwicklung dem Ausfuhrverfahren an sich also in erster Linie mit Genehmigungspflichten und Ausfuhrverboten auseinandersetzen.

Unabdingbar ist daher eine Bewertung

- der auszuführenden Güter (z.B. Ausschluss des Verstoßes gegen die sog. Dual-use-Verordnung),
- des Empfängers,
- der Endverwendung sowie
- der Enddestination.

Falls Güter gehandelt werden, deren Ausfuhr genehmigungspflichtig sind, hat das Unternehmen einen Ausfuhrverantwortlichen gegenüber dem Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle (Bafa) zu benennen. Er ist für die Einhaltung der Exportkontrollvorschriften persönlich verantwortlich und muss Mitglied des Vorstandes, der Geschäftsführung oder vertretungsberechtigter Gesellschafter sein. Da nicht davon auszugehen ist, dass der Ausfuhrverantwortliche auch die Ausfuhrkontrolle unmittelbar durchführt, konzentrieren sich seine Pflichten auf die

- Organisation
- Personalauswahl
- Sicherstellung der Weiterbildung
- Überwachung und Kontrolle

der von ihm eingesetzten Mitarbeiter. Dieser Pflichtenkreis korrespondiert mit dem des § 130 OWiG, so dass bei Verstößen gegen Transportbeschränkungen im Unternehmen die persönliche und unmittelbare Haftung der Ausfuhrverantwortlichen im Raum steht.

Es ist also dringende Pflicht des insoweit Verantwortlichen Strukturen zu schaffen, die eine wirksame Exportkontrolle gewährleisten

und die auch persönlich überwacht werden müsse. Diese Verantwortung kann er auch nicht delegieren, doch bietet es sich bei der Schaffung von Strukturen z.B. an, einen sog. Exportkontrollverantwortlichen in einem Unternehmen zu installieren, der die Strukturierung und die organisatorische Begleitung der operativen Exportkontrollprozesse vornimmt und hierüber dem Ausfuhrverantwortlichen in regelmäßigen Audits berichtet. Auch dieser Exportkontrollverantwortliche haftet persönlich und unmittelbar, so dass neben der Kontrolle und Abstimmung von Strukturen insbesondere eine regelmäßige Weiterbildungspflicht in jedem ausführenden Unternehmen ist, die auch bis zur Ebene der Sachbearbeiter reichen muss.

Auch die Sachbearbeiter haben sich für die von ihnen verursachten Verstöße unmittelbar und selbst zu verantworten, so dass sich Ordnungswidrigkeitenverfahren im Bereich des Außenwirtschaftsgesetz typischerweise sowohl gegen den handelnden Sachbearbeiter, den Exportkontrollverantwortlichen sowie den benannten Ausfuhrverantwortlichen richten.

In Ordnungswidrigkeitenverfahren ist dabei die Besonderheit des § 30 OWiG zu beachten.

Während sich grundsätzlich eine straf- oder ordnungswidrigkeitenrechtliche Verantwortung alleine gegen die handelnden Personen richtet, hat § 30 OWiG ein Instrument geschaffen, mit dem eine Geldbuße auch unmittelbar gegen das Unternehmen festgesetzt werden kann, wenn ein vertretungsberechtigtes Organ des Unternehmens eine Straftat oder Ordnungswidrigkeit begangen hat, durch die Pflichten, die letztendlich das Unternehmen treffen, verletzt worden sind oder das

Unternehmen dadurch bereichert wurde oder werden sollte. So können Geldbußen in erheblichen Höhen festgesetzt werden. So beträgt die Geldbuße im Falle einer vorsätzlichen Straftat bis zu 10 Mio. EUR, bei einer fahrlässigen Straftat immerhin bis zu 5 Mio. EUR.

Im Falle einer Ordnungswidrigkeit bestimmt

sich das Höchstmaß der Geldbuße nach dem für die Ordnungswidrigkeiten selbst angedrohtem Höchstmaß der Geldbuße, so dass auch bei Ordnungswidrigkeitenverfahren zur Vorsicht zu raten ist.

Es muss in diesen Fällen unter bestimmten Umständen versucht werden, zu verhindern, dass die Geldbuße gegen das Unternehmen festgesetzt wird, sondern alleine gegen die handelnden Personen. Dies hat seinen Grund darin, dass sich gerade im Ordnungswidrigkeitenrecht die Höhe der Geldbuße nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit der Betroffenen richtet. So liegt es auf der Hand, dass die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit eines Unternehmens sehr viel höher ist, als die der Betroffenen, was natürlich unmittelbare Auswirkungen auf die Höhe der Geldbuße hat.

Haftung bei Importen

Eine nicht minder große Gefahr für Unternehmen besteht bei der Einfuhr von Gütern in den freien Verkehr in den Binnenmarkt der Europäischen Union. Werden hier z.B. Fehler bei der Beurteilung der eingeführten Güter gemacht, können diese unmittelbare Auswirkungen auf die Höhe von Zollsätzen haben. Führt z.B. die falsche Klassifizierung einer Ware zu verringerten Zollsätzen, besteht sofort der Verdacht einer vorsätzlichen Steuerhinterziehung oder einer sog. leichtfertigen Steuerverkürzung gem. § 378 AO, welche als Ordnungswidrigkeit verfolgt wird.

Auch wenn das Zollrecht keine Organisationsstruktur wie das Außenwirtschaftsrecht vorgibt, ist es in einführenden Unternehmen üblich, einen sog. Zollbeauftragten zu benennen, der in seiner

Funktion dem Exportkontrollverantwortlichen im Außenwirtschaftsverkehr gleicht. Macht der Sachbearbeiter bei der Einfuhr einer Ware einen Tarifierungsfehler und führt dieser zu einem niedrigeren Zollsatz, steht auch hier die straf- bzw. ordnungswidrigkeitenrechtliche Verantwortung sowohl der Geschäftsführung (Überwachungs- und Kontrollpflichten) als

auch des Zollbeauftragten (Organisationspflichten) sowie natürlich des Sachbearbeiters selbst im Raum.

Zudem bestimmt Art. 77 Abs. 3 UZK (Unionszollkodex/ Verordnung (EU) Nr. 952/2013) das Zollschnitzer auch die Personen wird, die Angaben gemacht hat, die dazu führen, dass Einfuhrabgaben ganz oder teilweise nicht erhoben werden und er wusste oder vernünftiger hätte wissen müssen, dass diese Angaben unrichtig waren.

Auch hier erfolgt eine unmittelbare Durchgriffshaftung, die nicht nur die vertretungsberechtigten Organe eines Unternehmens, sondern auch deren Mitarbeiter treffen kann.

Wie im Ausfuhrgeschäft sind daher auch bei Einfuhren transparente und nachvollziehbare Strukturen zu schaffen, die einem wirksamen Kontroll- und Überwachungssystem unterliegen und deren Aktualität durch ständige Schulungen und Fortbildung gewährleistet ist. So vorbereitet kann jeder Außenwirtschafts- und/ oder Zollprüfung gelassen entgegen gesehen werden.

This article deals with the responsibility of the management as well as the employees of companies in the fields of foreign trade, in particular the export control and the liability and responsibility in all cases of customs clearance. Any European company that imports or exports must have transparent and traceable structures that are subject to an effective control and monitoring system and that are kept up-to-date through ongoing training and education of the employees.

**Nicolas Meyer
Rechtsanwalt
Cologne, Germany**



Law Review

Vol. 2/ 2017 ULN united.legal.network EEIG

www.united-legal-network.com

Published by:

ULN united.legal.network.EEIG

Hohenstaufenring 63, 50674 Köln / Cologne - Reg. Cologne HR A 14903

Austria, Belgium, Bulgaria, Czech Republic, Finland, France, Germany, Greece, Hungary, Israel, Italy, Luxembourg, Netherlands, Norway, Poland, Romania, Russia, Slovenia, Spain, Switzerland, United Kingdom, Turkey

Authors:

James Gordon, Gordons Partnership LLP

22 Great James Street, London WC1N 3ES

E-mail: James@gordonsols.co.uk

Marion Lingot, Avocat à la Cour,

40 rue de Bonnel, F 69484 Lyon

E-Mail: marion.lingot@fiducial-legal.net

Nicolas Meyer, Rechtsanwalt

Hohenstaufenring 63, 50674 Köln/Cologne

E-mail: info@meyer-cologne.de